CONSEIL MUNICIPAL

du 16 juillet 2020

**Projets de délibérations
avec annexes**

MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL :
MODIFICATION DE LA LISTE DES NEUF COMMISSIONS MUNICIPALES ET DU NOMBRE DE
LEURS MEMBRES

Rapporteur : Thierry LAVIT

Vu l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), prévoyant que dans les communes de 1 000 habitants et plus, le Conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement,

Vu la délibération n°1.1 du Conseil municipal du 17 avril 2014 relative au règlement intérieur du Conseil municipal suite au renouvellement général de mars 2014,

Vu la délibération n°1.2 du Conseil municipal du 19 novembre 2018 modifiant le règlement intérieur du Conseil municipal,

Vu la délibération n°1.8 du Conseil municipal du 11 juin 2019 modifiant le règlement intérieur du Conseil municipal,

Considérant que suite au renouvellement général de 2020, la version en vigueur du règlement intérieur continue de s'appliquer dans l'attente de la refonte globale du règlement intérieur dans le délai légal de 6 mois suivant l'installation du Conseil municipal,

Considérant que l'article 34 du règlement intérieur du Conseil municipal prévoit qu'il peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale,

Considérant qu'il y a lieu de prévoir dès maintenant une modification concernant les commissions municipales et leur composition, afin de pouvoir procéder à leur convocation préalable au prochain Conseil municipal.

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) adoptent le rapport présenté,

2°) approuvent les modifications du règlement intérieur du Conseil municipal portant sur le point suivant :

- Modification de l'article 7:

« Article 7 : **Commissions municipales et leur composition:**

La composition des commissions doit veiller à permettre l'expression pluraliste au sein de l'assemblée communale.

La liste des 9 commissions municipales est la suivante:

1. Commission Ressources humaines et Dialogue social: 8 membres dont 2 de l'opposition

2. Commission Etat civil et Affaires générales. Gestion de l'espace funéraire. Anciens Combattants. Sécurité publique. Circulation et Stationnement. Occupation commerciale du Domaine Public: 8 membres dont 2 de l'opposition
3. Commission Culture, Événementiel et Patrimoine Culturel: 8 membres dont 2 de l'opposition
4. Commission Travaux, Accessibilité, Aménagement urbain, Propreté, Urbanisme, Régie: 8 membres dont 2 de l'opposition
5. Commission Politique de la Ville, Développement Territorial, Habitat-Logement, Economie Sociale et Solidaire: 8 membres dont 2 de l'opposition
6. Commission Jeunesse et Sports: 8 membres dont 2 de l'opposition
7. Commission Transition Ecologique, Cadre de Vie: 8 membres dont 2 de l'opposition
8. Commission Budget, Finances, Gestion du Patrimoine: 8 membres dont 2 de l'opposition
9. Commission Affaires sociales: 8 membres dont 2 de l'opposition »

3°) adoptent le règlement intérieur du Conseil municipal modifié, tel qu'il figure en annexe de la présente délibération,

4°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Règlement intérieur du Conseil Municipal de LOURDES

(modifié par le Conseil municipal le 16 juillet 2020)

PROJET

La loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a prévu l'obligation pour les conseils municipaux des communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation¹.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Aussi, ce règlement ne doit-il porter que sur des mesures concernant le fonctionnement du conseil municipal ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement².

La loi du 6 février 1992 impose néanmoins au conseil municipal l'obligation de fixer dans son règlement intérieur les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L.2121-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales.

Le présent règlement intérieur a pour objet de préciser les modalités relatives au fonctionnement du Conseil municipal. Après rappel des dispositions prévues par le CGCT (modifié par la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales), il permet d'apporter les compléments indispensables pour assurer le bon fonctionnement du conseil municipal de Lourdes.

*
**

Figurent donc dans le texte de ce règlement intérieur du conseil municipal de Lourdes :

- en *caractères italiques*, les dispositions du code général des collectivités territoriales avec référence des articles,
- en caractères droits, les dispositions propres au règlement intérieur de la commune.

¹ Article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales : « Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif ».

² Conseil d'Etat, 28 janvier 1987, Riehl ; Conseil d'Etat, 18 novembre 1987, Marcy.

Chapitre I : Réunions du conseil municipal

- Article 1** : Périodicité des séances
- Article 2** : Convocations
- Article 3** : Ordre du jour
- Article 4** : Accès aux dossiers et questions écrites
- Article 5** : Questions orales

Chapitre II : Bureau, commissions et comités consultatifs

- Article 6** : Bureau municipal
- Article 7** : Commissions municipales et leur composition
- Article 8** : Fonctionnement des commissions municipales
- Article 9** : Comités consultatifs
- Article 10** : Commissions d'appels d'offres

Chapitre III : Tenue des séances du conseil municipal

- Article 11** : Présidence
- Article 12** : Quorum
- Article 13** : Mandats
- Article 14** : Secrétariat de séance
- Article 15** : Accès et tenue du public
- Article 16** : Enregistrement des débats
- Article 17** : Séance à huis clos
- Article 18** : Police de l'assemblée

Chapitre IV : Débats et votes des délibérations

- Article 19** : Déroulement de la séance
- Article 20** : Débats ordinaires
- Article 21** : Débats d'orientations budgétaires
- Article 22** : Suspension de séance
- Article 23** : Amendements
- Article 24** : Référendum local
- Article 25** : Consultation des électeurs
- Article 26** : Votes
- Article 27** : Clôture de toute discussion

Chapitre V : Comptes rendus des débats et des décisions

- Article 28** : Procès-verbaux
- Article 29** : Comptes rendus
- Article 30** : Registre de délibérations - publicité

Chapitre VI : Dispositions diverses

- Article 31** : Bulletin d'information générale et expression des élus minoritaires
- Article 32** : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs
- Article 33** : Retrait d'une délégation à un adjoint
- Article 34** : Modification du règlement
- Article 35** : Application du règlement

CHAPITRE I : Réunions du conseil municipal

Article 1 : Périodicité des séances

Article L. 2121-7 CGCT : Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre. Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet.

Article L. 2121-9 CGCT : Le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'État dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil municipal en exercice dans les communes de 3 500 habitants. En cas d'urgence, le représentant de l'État dans le département peut abréger ce délai.

Article 2 : Convocations

Article L. 2121-10 CGCT : Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée par écrit, au domicile des conseillers municipaux ou, s'ils en font la demande, envoyée à une autre adresse ou transmise de manière dématérialisée.

Article L. 2121-12 CGCT : Dans les communes de 3 500 habitants et plus, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal. Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient à l'Hôtel de Ville. Elle est adressée avec la note de synthèse, les projets de délibération et les annexes par courrier électronique aux conseillers municipaux avant la tenue de la séance.

Les conseillers municipaux peuvent faire connaître par écrit leur préférence pour un envoi sur support papier qui sera effectué à titre exceptionnel, en plus de l'envoi électronique.

Article 3 : Ordre du jour

Le maire fixe l'ordre du jour.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du représentant de l'Etat ou de conseillers municipaux, le maire est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de cette demande.

Article 4 : Accès aux dossiers et questions écrites :

En qualité de membres de l'assemblée municipale, les élus ont le droit d'être informés de ce qui touche aux affaires de la commune. La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

Avant la tenue du conseil municipal, les membres du conseil municipal ayant reçu leur convocation peuvent solliciter des éléments complémentaires d'information en vue d'éclairer leur vote à venir au conseil.

Pour cela, il convient d'en faire la demande à la Direction Générale des services par mail (sg@ville-lourdes.fr) aux fins d'une réponse écrite ou, si nécessaire, à une consultation sur place uniquement aux jours et heures habituels d'ouverture au public. En particulier, les

dossiers relatifs aux projets de service public ou de contrats et de marchés sont mis, sur leur demande, à la disposition des conseillers intéressés, aux horaires sus-indiqués avant la séance à laquelle ils doivent être examinés aux fins de délibération.

Les conseillers municipaux ne peuvent intervenir dans l'administration de la commune et ne peuvent obtenir directement des services municipaux la communication de renseignements ou documents préparatoires. Ils doivent adresser leur demande par écrit auprès de la Direction Générale des Services, de préférence par courriel à l'adresse suivante : sg@ville-lourdes.fr.

. Les demandes d'informations complémentaires d'un membre du conseil municipal auprès de l'administration communale **ne faisant pas l'objet d'une question inscrite à l'ordre du jour du conseil municipal** sont des **questions écrites** qui peuvent être posées à tout moment.

Le texte des questions écrites adressées au maire fait l'objet de sa part d'un accusé de réception.

Le maire répond aux questions écrites posées par les conseillers municipaux dans un délai de 15 jours. En cas d'étude complexe, l'accusé de réception fixera le délai de réponse qui ne pourra toutefois dépasser un mois.

Article L. 2121-13 CGCT : Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Article L. 2121-13-1 CGCT : La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, la commune peut, dans les conditions définies par son assemblée délibérante, mettre à la disposition de ses membres élus, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires.

Article L. 2121-12 alinéa 2 CGCT : Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Article L. 2121-26 CGCT : *Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux. Chacun peut les publier sous sa responsabilité. La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration.*

Article 5 : Questions orales

Article L. 2121-19 CGCT : Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune selon les dispositions du présent règlement intérieur. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général.

Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux présents, et ne peut être suivie d'un vote.

Le texte des questions est adressé par mail au maire 48 heures au moins avant une séance du conseil municipal et fait l'objet d'un accusé de réception.

La question orale doit être sommairement rédigée et se limiter à exposer son objet et les éléments strictement indispensables à sa compréhension sans imputation personnelle, sauf à être rejetée par le président de séance.

Préalablement à l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour, le président de séance donne lecture des thèmes abordés dans les questions orales et qui seront évoquées à l'issue de l'examen par le conseil des délibérations inscrites à l'ordre du jour, au terme duquel le maire ou l'adjoint délégué compétent répond aux questions posées oralement par les conseillers municipaux.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

Chaque groupe pourra poser au maximum 3 questions orales par séance.

CHAPITRE II : Bureau, commissions et comités consultatifs

Article 6 : Bureau municipal

Le maire et les adjoints constituent ensemble le bureau municipal.

Le bureau municipal est présidé par le maire ou en son absence par le premier adjoint. A défaut, il est présidé par les adjoints dans l'ordre du tableau.

Le bureau municipal se réunit régulièrement pour examiner les affaires courantes concernant l'administration de la commune. Ces réunions ne sont pas publiques. Il propose l'ordre du jour du conseil municipal. Il définit toutes les dispositions à prendre pour assurer la mise en œuvre des délibérations du conseil municipal.

Article 7 : Commissions municipales et leur composition :

La composition des commissions doit veiller à permettre l'expression pluraliste au sein de l'assemblée communale.

La liste des 9 commissions municipales est la suivante:

1. Commission Ressources Humaines et Dialogue Social: 8 membres dont 2 de l'opposition
2. Commission Etat Civil et Affaires générales. Gestion de l'espace funéraire. Anciens Combattants. Sécurité publique. Circulation et Stationnement. Occupation commerciale du Domaine Public.: 8 membres dont 2 de l'opposition
3. Commission Culture, Événementiel et Patrimoine Culturel: 8 membres dont 2 de l'opposition
4. Commission Travaux, Accessibilité, Aménagement urbain, propreté, Urbanisme, Régie: 8 membres dont 2 de l'opposition
5. Commission Politique de la Ville, Développement Territorial, Habitat-Logement, Economie Sociale et Solidaire: 8 membres dont 2 de l'opposition
6. Commission Jeunesse et Sports: 8 membres dont 2 de l'opposition
7. Commission Transition Ecologique, Cadre de Vie: 8 membres dont 2 de l'opposition
8. Commission Budget, Finances, Gestion du Patrimoine: 8 membres dont 2 de l'opposition

9. Commission Affaires Sociales: 8 membres dont 2 de l'opposition

Article L. 2121-22 CGCT : Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

La composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Article 8 : Fonctionnement des commissions municipales

Le conseil municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siégeront.

La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

L'adjoint au maire compétent est désigné vice-président de la commission se rapportant à son domaine d'intervention.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil municipal.

Chaque conseiller aura la faculté d'assister, en sa qualité d'auditeur, aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre après en avoir informé son président 2 jours au moins avant la réunion.

La commission se réunit sur convocation du maire ou du vice-président. Il est toutefois tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque conseiller membre de la commission à son domicile 5 jours avant la tenue de la réunion. La convocation pourra également se faire par mail si le conseiller donne son accord. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.

A condition de permettre aux membres de la commission de disposer de l'ensemble des pièces nécessaires pour leur permettre d'avoir une connaissance parfaite des sujets évoqués, le président ou le vice-président de commission peut décider de dématérialiser la tenue de son assemblée. Cette modalité est alors précisée dans la convocation. La séance de la commission se fait alors par échanges de mails dans un délai suffisant fixé dans la convocation.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.

Elles statuent à la majorité des membres présents. Le président a voix prépondérante en cas de partage des voix sur un dossier.

Le conseil municipal peut décider en cours de mandat de la création de commissions spéciales pour l'examen d'une ou de plusieurs affaires. La durée de vie de ces commissions dépend du dossier à instruire. Elles prennent fin à l'aboutissement de l'étude de l'affaire et de sa réalisation.

Le directeur général des services de la mairie ou son représentant assiste de plein droit aux séances des commissions permanentes et des commissions spéciales, le secrétariat en étant assuré par des fonctionnaires municipaux désignés par lui.

Article 9 : Comités consultatifs

Article L. 2143-2 CGCT : *Le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune. Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales.*

Sur proposition du maire, il en fixe la composition pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours.

Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal, désigné par le maire.

Les comités peuvent être consultés par le maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués.

La composition et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixées par délibération du conseil municipal.

Chaque comité, présidé par un membre du conseil municipal désigné parmi ses membres, est composé d'élus et de personnalités extérieures à l'assemblée communale et particulièrement qualifiées ou directement concernées par le sujet soumis à l'examen du comité.

Les avis émis par les comités consultatifs ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

Article 10 : Commissions d'appels d'offres

Article L. 1414-2 CGCT : *Pour les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens mentionnés à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5. Toutefois, en cas d'urgence impérieuse, le marché public peut être attribué sans réunion préalable de la commission d'appel d'offres.*

Article L. 1411-5 CGCT :

I.-Une commission ouvre les plis contenant les candidatures ou les offres et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer la convention peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par l'article 46 de l'ordonnance du 29 janvier 2016 susmentionnée. Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

II.-La commission est composée :

a) Lorsqu'il s'agit d'une commune de 3 500 habitants et plus, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

CHAPITRE III : Tenue des séances du conseil municipal

Article 11 : Présidence

Article L. 2121-14 CGCT : Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.

Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Article L. 2122-8 CGCT : La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du maire, est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal.

Pour toute élection du maire ou des adjoints, les membres du conseil municipal sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12. La convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé.

Avant cette convocation, il est procédé aux élections qui peuvent être nécessaires lorsque le conseil municipal est incomplet.

Si, après les élections, de nouvelles vacances se produisent, le conseil municipal procède néanmoins à l'élection du maire et des adjoints, à moins qu'il n'ait perdu le tiers de ses membres.

Toutefois, quand il y a lieu à l'élection d'un seul adjoint, le conseil municipal peut décider, sur la proposition du maire, qu'il y sera procédé sans élections complémentaires préalables, sauf dans le cas où le conseil municipal a perdu le tiers de son effectif légal.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article 12 : Quorum

Article L. 2121-17 CGCT : Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Le quorum pour la commune de Lourdes est fixé à 17 conseillers municipaux.

Article 13: Mandats

Article L. 2121-20 CGCT : Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le mandataire remet la délégation de vote ou mandat au président de séance lors de l'appel du nom du conseiller empêché. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 14 : Secrétariat de séance

Article L. 2121-15 CGCT : Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance assiste le maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Les auxiliaires de séance (fonctionnaires territoriaux) ne prennent la parole que sur invitation expresse du maire et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie dans le cadre du statut de la fonction publique.

Article 15 : Accès et tenue du public

Article L. 2121-18 alinéa 1^{er} CGCT : Les séances des conseils municipaux sont publiques.

Aucune personne autre que les membres du conseil municipal ou de l'administration municipale ne peut pénétrer dans l'enceinte du conseil sans y avoir été autorisé par le président.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Article 16 : Enregistrement des débats

Article L. 2121-18 alinéa 3 CGCT : Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L. 2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Article 17 : Séance à huis clos

Article L. 2121-18 alinéa 2 CGCT : Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil municipal.

Lorsqu'il est décidé que le conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 18 : Police de l'assemblée

Article L. 2121-16 CGCT : *Le maire a seul la police de l'assemblée.*

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

En cas de crime ou de délit (propos injurieux ou diffamatoires ...), le maire en dresse procès-verbal et en saisit immédiatement le procureur de la République.

Il appartient au maire ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

CHAPITRE IV : Débats et votes des délibérations

Article L. 2121-29 CGCT : *Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.*

Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département.

Lorsque le conseil municipal, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre.

Le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

Article 19 : Déroulement de la séance

Le maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus. Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Le maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance. Le maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales. Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du maire lui-même ou de l'adjoint compétent.

Article 20 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le maire aux membres du conseil municipal qui la demandent. Aucun membre du conseil municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un membre du conseil municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le maire qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 18.

Au-delà de 5 minutes d'intervention, le maire peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.

L'adjoint délégué compétent et le rapporteur de la proposition de délibération sont entendus toutes les fois qu'ils le désirent.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 21 : Débat d'orientation budgétaire

Article L. 2312-1 CGCT : *Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.*

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport sur les orientations budgétaires comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication.

Pour la préparation de ce débat, il est mis à disposition des conseillers municipaux en sus du rapport, cinq jours avant la séance, des données synthétiques sur la situation financière de la commune contenant notamment, des éléments d'analyse rétrospective et prospective (principaux investissements projetés, niveau d'endettement et progression envisagée, charges de fonctionnement et évolution, proposition des taux d'imposition des taux d'imposition des taxes locales...).

A cette occasion, un large débat de politique générale communale a lieu sous la direction du maire qui peut limiter le temps de parole. Il peut proposer l'adoption de choix budgétaires et une sélection parmi les investissements à réaliser en vue de la préparation du budget primitif.

Article 22 : Suspension de séance

Le Maire peut à tout moment suspendre la séance.

La suspension de séance est décidée par le président de séance. Le président peut mettre aux voix toute demande émanant d'au moins trois membres du conseil municipal.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 23 : Amendements

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil municipal.

Les amendements ou contre-projets doivent être présentés par écrit au maire. Le conseil municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

Article 24 : Référendum local

Article L.O. 1112-1 CGCT : L'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à référendum local tout projet de délibération tendant à régler une affaire de la compétence de cette collectivité.

Article L.O. 1112-2 CGCT : *L'exécutif d'une collectivité territoriale peut seul proposer à l'assemblée délibérante de cette collectivité de soumettre à référendum local tout projet d'acte relevant des attributions qu'il exerce au nom de la collectivité, à l'exception des projets d'acte individuel.*

Article L.O. 1112-3 alinéa 1^{er} CGCT : *L'assemblée délibérante de la collectivité territoriale, par une même délibération, détermine les modalités d'organisation du référendum local, fixe le jour du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois avant la transmission de la délibération au représentant de l'Etat, convoque les électeurs et précise l'objet d'acte ou de délibération soumis à l'approbation des électeurs.*

Article 25 : Consultation des électeurs

Article L. 1112-15 CGCT : Les électeurs d'une collectivité territoriale peuvent être consultés sur les décisions que les autorités de cette collectivité envisagent de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de celle-ci. La consultation peut être limitée aux électeurs d'une partie du territoire du ressort de la collectivité, pour les affaires intéressant spécialement cette partie de la collectivité.

Article L. 1112-16 CGCT : *Dans une commune, un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales et, dans les autres collectivités territoriales, un dixième des électeurs, peuvent demander à ce que soit inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de la collectivité l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de la décision de cette assemblée.*

Dans l'année, un électeur ne peut signer qu'une seule demande tendant à l'organisation d'une consultation par une même collectivité territoriale.

Le ou les organisateurs d'une demande de consultation dans une collectivité territoriale autre que la commune sont tenus de communiquer à l'organe exécutif de cette collectivité une copie des listes électorales des communes où sont inscrits les auteurs de la demande.

La décision d'organiser la consultation appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale.

Article L. 1112-17 alinéa 1^{er} CGCT : *L'assemblée délibérante de la collectivité territoriale arrête le principe et les modalités d'organisation de la consultation. Sa délibération indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis. Elle fixe le jour de scrutin et convoque les électeurs. Elle est transmise deux mois au moins avant la date du scrutin au représentant de l'Etat.*

Article 26 : Votes

Article L. 2121-20 CGCT : *Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.*

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Article L. 2121-21 CGCT : *Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.*

Il est voté au scrutin secret :

1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le conseil municipal vote de l'une des quatre manières suivantes :

- à main levée,
- par assis et levé,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent, s'il est nécessaire, le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Un refus de prendre part au vote revient à une abstention.

Le vote du compte administratif (cf. article L. 1612-12 CGCT) présenté annuellement par le maire doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Article 27 : Clôture de toute discussion

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le maire.

Il appartient au président de séance seul de mettre fin aux débats.

Un membre du conseil peut demander qu'il soit mis fin à toute discussion et qu'il soit procédé au vote.

CHAPITRE V : Comptes rendus des débats et des décisions
--

Article 28 : Procès-verbaux

Article L. 2121-23 CGCT : *Les délibérations sont inscrites par ordre de date.*

Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

L'administration communale est chargée d'établir le procès-verbal sous le contrôle du secrétaire de séance. Le procès-verbal doit établir l'ensemble des faits qui ont constitué la séance. Doivent également y figurer le jour et l'heure de la séance du conseil municipal ainsi que l'indication de la composition du conseil municipal au jour de la séance.

Les propos injurieux ou diffamatoires ne doivent pas être reproduits.

La signature est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, après l'ensemble des délibérations.

Les séances publiques du conseil municipal sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme littérale.

Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Les membres du conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

Article 29 : Comptes rendus

Article L. 2121-25 CGCT : *Dans un délai d'une semaine, le compte rendu de la séance du conseil municipal est affiché à la mairie et mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe.*

Le compte rendu est affiché sur la porte de la mairie ou dans le hall d'entrée.

Il présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du conseil.

Le compte rendu est tenu à la disposition des conseillers municipaux, de la presse et du public.

Article 30 : Registre des délibérations – Publicité

Les délibérations régulièrement approuvées par le conseil municipal sont inscrites sur le registre des délibérations. Sera également inséré dans le registre, un feuillet de clôture du conseil municipal listant toutes les délibérations, et signé par tous les membres de l'assemblée présents à la séance du conseil municipal.

Le dispositif des délibérations à caractère réglementaire, de même que les arrêtés municipaux à caractère réglementaire, sont publiés au recueil des actes administratifs de la commune qui est tenu à la disposition du public.

CHAPITRE VI : Dispositions diverses

Article 31 : Bulletin d'information générale et expression des élus minoritaires :

« **Lourdes, Ma ville. Magazine d'information de la ville** » est le bulletin municipal d'informations trimestriel de la ville de Lourdes, compte en général 24 pages. Dans le bulletin, une page est réservée à l'expression politique, celle-ci est divisée en deux parties à parts égales (soit 3 000 signes espaces compris pour la majorité comme pour l'opposition), l'une pour l'expression politique des élus de la majorité municipale, l'autre pour celle des élus minoritaires.

Le responsable de la publication n'effectue aucune modification ou correction. Les rédacteurs doivent fournir les textes corrigés et définitifs (pas de photos ou d'images). Les textes ne rentrant pas dans la surface sont refusés.

La date impérative de remise des éléments au maire est fixée pour chaque parution du journal, à 15 jours de l'échéance du bouclage avant envoi à l'impression, le responsable de la publication rappelle par courrier aux conseillers municipaux concernés, la date butoir pour la remise du texte. Tout texte envoyé hors délai n'est pas publié. En cas de report de la date de publication, le responsable informe également le conseiller municipal.

Le contenu est exclusivement réservé aux sujets relevant de la compétence de la commune.

La fréquence d'expression sera conforme à celle de la périodicité du support, en l'occurrence trimestrielle.

Les articles et les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs rédacteurs. Cependant, ils ne doivent pas contrevenir aux différents textes et usages en vigueur, notamment ceux qui concernent le respect et l'intégrité des personnes morales et physiques.

Le maire étant le Directeur de la publication, sa responsabilité est engagée par le contenu des textes présentés. En cas de doute sur une possible mise en cause de cette responsabilité, il pourra surseoir à leur parution dans l'attente de l'avis d'un juriste qui sera consulté par ses soins.

Article L. 2121-27-1 CGCT : Dans les communes de 3 500 habitants et plus, lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale. Les modalités d'application de cette disposition sont définies par le règlement intérieur.

Article 32 : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs

Article L. 2121-33 CGCT : Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du code général des collectivités territoriales et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Article 33 : Retrait d'une délégation à un adjoint

Article L. 2122-18 alinéa 3 CGCT : Lorsque le maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions.

Un adjoint, privé de délégation par le maire et non maintenu dans ses fonctions d'adjoint (officier d'état civil et officier de police judiciaire) par le conseil municipal, redevient simple conseiller municipal.

Le conseil municipal peut décider que l'adjoint nouvellement élu occupera la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau.

Article 34 : Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

Article 35 : Application du règlement

Le présent règlement est adopté en séance du 19 novembre 2018. Il est applicable dès son caractère rendu exécutoire.

Le Maire,

**Josette BOURDEU
Vice-présidente du Conseil départemental
des Hautes-Pyrénées
Vice-présidente de la Communauté
d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées**

COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES : DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS**Rapporteur : Thierry LAVIT**

Vu l'article L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), prévoyant que le Conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Elles sont convoquées par le Maire, qui en est le Président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un Vice-Président qui peut les convoquer et les présider si le Maire est absent ou empêché.

Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions municipales doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale,

Vu l'article L.2121-21 du CGCT, prévoyant que le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Maire,

Vu le règlement intérieur du Conseil municipal modifié en son article 7,

Considérant que la composition de chaque commission doit respecter le principe de la représentation proportionnelle,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la désignation des membres des commissions par un vote à main levée,

Les candidats Conseillers municipaux de la majorité sont :

L'opposition est invitée à faire connaître ses candidats pour chaque commission.

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) adoptent le rapport présenté,

2°) après avoir décidé à l'unanimité de procéder par un vote à main levée, décident de désigner les conseillers municipaux suivants au sein des différentes commissions municipales :

Commission	Compétences	Désignation des conseillers municipaux		
		Majorité	Opposition	Total
1ère Commission	Ressources Humaines et Dialogue social	- Thierry LAVIT - Christine CARRERE	-Marie-Christine ASSOUERE	8

		<ul style="list-style-type: none"> - Sébastian PUSZKA - Cynthia TONOUKOUIN - Sylvie MAZUREK - Mohamed DILMI 	- Marie-Laure PARGALA	
2ème Commission	Etat-Civil et Affaires Générales. Gestion de l'espace funéraire. Anciens combattants. Sécurité publique. Circulation et stationnement. Occupations commerciales du domaine public	<ul style="list-style-type: none"> - Philippe ERNANDEZ - Jean-Georges CRABARIE - Firmin LOZANO - Jeannine BORDE - Julien LABORDE - Olivier VAUDOIT 	<ul style="list-style-type: none"> - Julien POQUE - Stéphanie LACOSTE 	8
3ème Commission	Culture. Evènementiel et Patrimoine culturel	<ul style="list-style-type: none"> - Sylvie MAZUREK - Cécile PREVOST - Brian CARREY-MAYSOUNAVE - Michel GASTON - Marie ETCHEVERRY - Julien LEMAITRE 	<ul style="list-style-type: none"> - Julien POQUE - Marie-Laure PARGALA 	8
4ème Commission	Travaux. Accessibilité . Aménagement urbain. Propreté. Urbanisme. Régie.	<ul style="list-style-type: none"> - Jean-Luc DOBIGNARD - Eric NONON - Marie-Henriette CABANNE - Cécile PREVOST - Laurence DEMASLES - Firmin LOZANO 	<ul style="list-style-type: none"> - Julien POQUE - Bruno VINUALES 	8
5ème Commission	Politique de la Ville. Développement territorial. Habitat-logement. Economie sociale et solidaire	<ul style="list-style-type: none"> - Marie-Henriette CABANNE - Laurence DEMASLES - Marie-Bernadette SCERRI dit XERRI - Jean-Luc DOBIGNARD - Odette MINVIELLE-LARROUSSE - Julien LEMAITRE 	<ul style="list-style-type: none"> - Sylvain PERETTO - Stéphanie LACOSTE 	8
6ème Commission	Jeunesse et sports	<ul style="list-style-type: none"> - Mohamed DILMI - Marie-Bernadette SCERRI dit XERRI - Marie ETCHEVERRY - Jeannine BORDE - Sébastian PUSZKA - Olivier VAUDOIT 	<ul style="list-style-type: none"> - Marie-Christine ASSOURE - Bruno VINUALES 	8
7ème Commission	Transition écologique - Cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Cécile PREVOST - Patrick LEFORT - Marie-Bernadette SCERRI dit XERRI - Antoine NOGUEZ - Sébastian PUSZKA 	<ul style="list-style-type: none"> - Stéphanie LACOSTE - Sylvain PERETTO 	8

		- Laurence DEMASLES		
8ème Commission	Budget - Finances. Gestion du Patrimoine	- Patrick LEFORT - Marie-Henriette CABANNE - Philippe ERNANDEZ - Sébastien PUSZKA - Julien LEMAITRE - Cynthia TONOUKOUIN	- Marie-Christine ASSOUERE - Bruno VINUALES	8
9ème Commission	Affaires sociales	- Odette MINVIELLE-LARROUSSE - Laurence DEMASLES - Christine CARRERE - Michel GASTON - Michèle LAVILLE - Nicole PEREZ	- Sylvain PERETTO - Marie-Laure PARGALA	8

3°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Rapporteur : Philippe ERNANDEZ

Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), prévoyant que le Maire peut, par délégation du Conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat, d'un certain nombre de décisions,

Vu l'article L.2122-23 du CGCT, prévoyant que les décisions prises par le Maire en vertu de l'article L. 2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des Conseils municipaux portant sur les mêmes objets,

Considérant que le Maire devra rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal,

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) décident de donner délégation à Monsieur le Maire, pendant toute la durée de son mandat, pour les compétences définies à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précisées dans les alinéas édictés ci-après aux fins :

- 1°) D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
- 2°) De fixer, dans les limites déterminées par le Conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- 3°) De procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

La délégation concerne tout emprunt à court, moyen, ou long terme, libellé en euros ou en devises, à taux d'intérêts fixe et, ou, indexé (révisable ou variable, le cas échéant, plafonné), à un Taux Effectif Global (T.E.G.) compatible avec les dispositions légales ou réglementaires applicables en cette matière et pouvant comporter un différé total ou partiel d'amortissement et, ou, d'intérêts.

Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif aux calculs du ou des taux d'intérêt,
- des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé ou de consolidation par mise en place de tranche d'amortissement,
- la possibilité d'allonger la durée du prêt,

- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Par ailleurs, le Maire pourra conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

- 4°) De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

- 5°) De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

- 6°) De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

- 7°) De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

- 8°) De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

- 9°) D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

- 10°) De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

- 11°) De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

- 12°) De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

- 14°) De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

- 15°) D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le Conseil Municipal ;

- 16°) D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle et de se constituer partie civile au nom de la commune, dans les cas suivants : en première instance, à hauteur d'appel et au besoin en cassation, par voie d'action ou par voie d'exception, en procédure d'urgence, en procédure de fond, devant les juridictions administratives ou judiciaires, répressives ou non répressives, devant le tribunal des conflits ;

- 17°) De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux à défaut ou en complément de sommes versées directement par l'assureur de la commune, dans une limite de 4 600 € ;

- 18°) De donner, en application de l'article L.324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

- 19°) De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20°) De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant annuel maximum de 1.000.000 € ;
- 21°) D'exercer, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le Conseil Municipal, le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du code de l'urbanisme ;
- 22°) D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du code de l'urbanisme ;
- 23°) De prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.
- 24°) D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

3°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS

Rapporteur : Thierry LAVIT

En vertu des articles L.2123-20 à L.2123-24-1-1 du Code Général des Collectivités territoriales (CGCT), le Maire et les Adjointes bénéficient d'indemnités de fonction.

Le montant de ces indemnités est fixé par référence au traitement correspondant à l'indice terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique territoriale (FPT).

Les indemnités du Maire et des Adjointes sont déterminées selon un pourcentage de cet indice conformément au classement de la commune dans un barème établi par strates démographiques.

Compte-tenu de la population totale authentifiée de la ville de Lourdes, le taux maximal applicable pour l'indemnité du Maire est de 65 % et de 27,50 % pour les Adjointes.

Conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat, dans les communes de 1 000 habitants et plus, les indemnités de fonction du Maire sont fixées à titre automatique au taux plafond. Toutefois, à la demande du Maire, le Conseil municipal peut délibérer une indemnité à un taux inférieur.

En application de l'article L2123-24-1 du CGCT, les Conseillers municipaux délégués en application des articles L2122-18 et L2122-20 du CGCT peuvent également bénéficier d'une indemnité de fonction dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale.

Compte-tenu de ces éléments, je vous propose de fixer les indemnités de fonction des élus à compter du 6 juillet 2020 comme suit :

- Monsieur le Maire : 60% de l'indice brut terminal de la FPT
- 8 Adjointes au Maire : 16,80% de l'indice brut terminal de la FPT
- 11 Conseillers municipaux délégués : 8,20% de l'indice brut terminal de la FPT

Vu le procès-verbal de l'élection de Monsieur le Maire et de ses adjointes en date du 5 juillet 2020,

Considérant l'obligation de respecter l'enveloppe indemnitaire globale définie au II de l'article L2123-24 du CGCT,

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) approuvent le rapport présenté,

2°) fixent l'indemnité de Monsieur le Maire, à sa demande, à compter du 6 juillet 2020, au taux de 60% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique territoriale,

3°) fixent l'indemnité des 8 adjointes au Maire, à compter du 6 juillet 2020, au taux de 16,80% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique territoriale,

4°) décident l'attribution d'une indemnité de fonction à 11 Conseillers municipaux délégués à compter du 6 juillet 2020, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale, au taux de 8,20 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique territoriale,

5°) précisent que les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution du point d'indice,

6°) indiquent l'inscription des crédits nécessaires au Budget principal.

7°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 4 DU 16 JUILLET 2020
INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS :

Fonctions	Nom Prénom	Pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
Maire	Thierry LAVIT	60 %
1 ^{er} adjoint	Philippe ERNANDEZ	16,80 %
2 ^{ème} adjoint	Sylvie MAZUREK	16,80 %
3 ^{ème} adjoint	Jean-Luc DOBIGNARD	16,80 %
4 ^{ème} adjoint	Marie-Henriette CABANNE	16,80 %
5 ^{ème} adjoint	Mohamed DILMI	16,80 %
6 ^{ème} adjoint	Cécile PREVOST	16,80 %
7 ^{ème} adjoint	Patrick LEFORT	16,80 %
8 ^{ème} adjoint	Odette MINVIELLE-LARROUSSE	16,80 %
11 Conseillers municipaux délégués	Julien LEMAITRE Sébastien PUSZKA Nicole PEREZ Cynthia TONOUKOUIN Christine CARRERE Jean-Georges CRABARIE Marie-Bernadette SCERRI dit XERRI Marie ETCHEVERRY Olivier VAUDOIT Antoine NOGUEZ Eric NONON	8,20 %

Les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution du point d'indice.

MAJORATION DES INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS

Rapporteur : Thierry LAVIT

En vertu des articles L.2123-20 à L.2123-24-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil municipal a délibéré sur la fixation des taux des indemnités de fonction des élus.

Conformément aux dispositions des articles L.2123-22 et R.2123-23 du CGCT, il est proposé au Conseil municipal de retenir les majorations applicables aux indemnités de fonction votées à destination de Monsieur le Maire et de ses adjoints, à savoir :

- 15 % au titre de la commune siège du bureau centralisateur du canton ou qui avait la qualité de chef-lieu de canton avant la modification des limites territoriales des cantons prévues en application de la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral,

- 25 % au titre du classement en Station de tourisme avec une population supérieure à 5 000 habitants.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la délibération fixant le taux des indemnités de fonction des élus et leurs montants dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale ;

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) approuvent le rapport présenté,

2°) décident, en application des articles L.2123-22 et R.2123-23 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), de majorer les indemnités de fonction votées à destination de Monsieur le Maire et de ses adjoints, de 15 % et de 25 %, la Ville de Lourdes étant respectivement bureau centralisateur du canton / ancien chef-lieu de canton et classée Station de tourisme,

3°) indiquent l'inscription des crédits nécessaires au Budget principal,

4°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

EMPLOIS DE COLLABORATEURS DE CABINET

Rapporteur : Thierry LAVIT

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment son article 110 ;

Vu le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 modifié relatif aux Collaborateurs de cabinet des autorités territoriales ;

En considération de l'article 10 du décret précité et compte tenu du surclassement démographique de la ville de Lourdes dans la catégorie 40 000 / 80 000 habitants par arrêté préfectoral du 27 mars 2020 ;

Il est proposé au Conseil municipal de procéder à la création de 2 emplois de Collaborateurs de Cabinet à temps complet au 6 juillet 2020 et d'inscrire le montant des crédits affectés au Budget principal :

- 1 Directeur de Cabinet
- 1 Assistante particulière du Maire.

Les fonctions des intéressés cesseront au plus tard en même temps que le mandat de l'autorité territoriale qui les a recrutés.

Le montant des crédits affectés à ces recrutements sera déterminé conformément aux dispositions de l'article 7 du décret précité :

- dans la limite de 90 % du traitement indiciaire correspondant à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité dans la collectivité, soit 90 % de l'indice brut 1015/majoré 821 du grade de Directeur territorial.

- dans la limite de 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire du grade administratif de référence mentionné ci-dessus.

En cas de vacance dans l'emploi de référence, les Collaborateurs de cabinet conserveront à titre personnel la rémunération fixée conformément aux dispositions qui précèdent.

La rémunération bénéficiera des variations légales de l'indice et des remboursements de frais de déplacements.

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) approuvent le rapport présenté,

2°) approuvent la création de 2 postes de Collaborateurs de Cabinet à compter du 6 juillet 2020 dans les conditions présentées, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur,

3°) décident l'inscription des crédits affectés au Budget principal,

4°) autorisent Monsieur le Maire à signer tous actes découlant de la présente délibération,

5°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ELECTIONS DES DÉLÉGUÉS DE LA COMMUNE AU SEIN D'ORGANISMES EXTÉRIEURS**Rapporteur : Marie-Henriette CABANNE**

En application de l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes.

Conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous propose, si vous en êtes d'accord à l'unanimité, de procéder à la désignation de certains organismes, dont les statuts le permettent, par **un vote à main levée**. Il s'agit de :

ORGANISMES	NOMBRE DE DÉLÉGUÉS	Candidats
Conseils d'administration et commissions permanentes des établissements publics d'enseignement du second degré <u>1 - Collège public</u> Conseil d'administration	2 titulaires, 2 suppléants	<u>2 titulaires</u> Julien LEMAITRE Marie ETCHEVERRY <u>2 suppléants</u> Cécile PREVOST Cynthia TONOUKOUIN
Commission permanente <u>2 - Lycée de Sarsan</u> Conseil d'administration	1 délégué	<u>1 délégué</u> Jean-Georges CRABARIE
Commission permanente <u>3 - Lycée de l'Arrouza</u> Conseil d'administration	2 titulaires, 2 suppléants	<u>2 titulaires</u> Sylvie MAZUREK Julien LEMAITRE <u>2 suppléants</u> Marie ETCHEVERRY Cynthia TONOUKOUIN
Commission permanente	1 délégué	<u>1 délégué</u> Jean-Georges CRABARIE
Commission permanente	2 titulaires, 2 suppléants	<u>2 titulaires</u> Thierry LAVIT Philippe ERNANDEZ <u>2 suppléants</u> Cécile PREVOST Brian CARREY-MAYSOUNAVE
Commission permanente	1 délégué	<u>1 délégué</u>

		Jean-Georges CRABARIE
Conseil de discipline et de recours pour le personnel des collectivités territoriales	1 délégué	Christine CARRERE
Programme d'Intérêt Général - Opération façades	3 titulaires, 2 suppléants	<u>3 titulaires</u> Eric NONON Antoine NOGUEZ Jean-Luc DOBIGNARD <u>2 suppléants</u> Cécile PREVOST Marie-Henriette CABANNE
Conseils d'établissements des institutions sociales et médico-sociales : <ul style="list-style-type: none"> • ADAPEI • Foyer Las Néous • MAS les Cimes • IMP Saint-Michel de Biscaye • CAT l'Envol • Foyer du Petit Jer • Institution Sainte Marie 	1 délégué 1 délégué 1 délégué 1 délégué 1 délégué 1 délégué 1 délégué	Laurence DEMASLES Laurence DEMASLES Laurence DEMASLES Michèle LAVILLE Michèle LAVILLE Odette MINVIELLE-LARROUSSE Cynthia TONOUKOUIN
Conseil d'administration de la Mission locale	1 délégué	Marie-Henriette CABANNE
Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine	8 délégués	Thierry LAVIT Cécile PREVOST Eric NONON Sylvie MAZUREK Marie ETCHEVERRY Laurence DEMASLES Julien LEMAITRE Jean-Luc DOBIGNARD
Commission locale transports publics particuliers de personnes	1 délégué	Philippe ERNANDEZ
Commission de contrôle financier des Délégations de Service Public et de Concessions	4 délégués	Philippe ERNANDEZ Patrick LEFORT Sébastien PUSZKA Odette MINVIELLE-LARROUSSE
Commission Communale Accessibilité des personnes handicapées	11 délégués	Michèle LAVILLE Laurence DEMASLES Odette MINVIELLE-LARROUSSE Nicole PEREZ Michel GASTON Antoine NOGUEZ Christine CARRERE Marie-Henriette CABANNE Cynthia TONOUKOUIN Jeannine BORDE

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) décident de procéder à ces désignations par un vote à main levée,

2°) désignent ainsi qu'il suit les délégués de la commune au sein d'organismes extérieurs :

	Représentants
Conseils d'administration et commissions permanentes des établissements publics d'enseignement du second degré <u>1 - Collège public</u> Conseil d'administration	<p align="center"><u>2 titulaires</u> Julien LEMAITRE Marie ETCHEVERRY</p> <p align="center"><u>2 suppléants</u> Cécile PREVOST Cynthia TONOUKOUIN</p> <p align="center"><u>1 délégué</u> Jean-Georges CRABARIE</p>
Commission permanente	
<u>2 - Lycée de Sarsan</u> Conseil d'administration	<p align="center"><u>2 titulaires</u> Sylvie MAZUREK Julien LEMAITRE</p> <p align="center"><u>2 suppléants</u> Marie ETCHEVERRY Cynthia TONOUKOUIN</p> <p align="center"><u>1 délégué</u> Jean-Georges CRABARIE</p>
Commission permanente	
<u>3 - Lycée de l'Arrouza</u> Conseil d'administration	<p align="center"><u>2 titulaires</u> Thierry LAVIT Philippe ERNANDEZ</p> <p align="center"><u>2 suppléants</u> Cécile PREVOST Brian CARREY-MAYSOUNAVE</p>

Commission permanente	<u>1 délégué</u> Jean-Georges CRABARIE
Conseil de discipline et de recours pour le personnel des collectivités territoriales	Christine CARRERE
Programme d'Intérêt Général - Opération façades	<u>3 titulaires</u> Eric NONON Antoine NOGUEZ Jean-Luc DOBIGNARD <u>2 suppléants</u> Cécile PREVOST Marie-Henriette CABANNE
Conseils d'établissements des institutions sociales et médico-sociales : <ul style="list-style-type: none"> • ADAPEI • Foyer Las Néous • MAS les Cimes • IMP Saint-Michel de Biscaye • CAT l'Envol • Foyer du Petit Jer • Institution Sainte Marie 	Laurence DEMASLES Laurence DEMASLES Laurence DEMASLES Michèle LAVILLE Michèle LAVILLE Odette MINVIELLE-LARROUSSE Cynthia TONOUKOUIN
Conseil d'administration de la Mission locale	Marie-Henriette CABANNE
Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine	Thierry LAVIT Cécile PREVOST Eric NONON Sylvie MAZUREK Marie ETCHEVERRY Laurence DEMASLES Julien LEMAITRE Jean-Luc DOBIGNARD
Commission locale transports publics particuliers de personnes	Philippe ERNANDEZ
Commission de contrôle financier des Délégations de Service Public et de Concessions	Philippe ERNANDEZ Patrick LEFORT Sébastien PUSZKA Odette MINVIELLE-LARROUSSE
Commission Communale Accessibilité des personnes handicapées	Michèle LAVILLE Laurence DEMASLES Odette MINVIELLE-LARROUSSE Nicole PEREZ Michel GASTON Antoine NOGUEZ Christine CARRERE Marie-Henriette CABANNE Cynthia TONOUKOUIN Jeannine BORDE

	Firmin LOZANO
--	----------------------

3°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ELECTION DU REPRESENTANT DE LA VILLE DE LOURDES AU SEIN DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU CENTRE HOSPITALIER DE LOURDES

Rapporteur : Laurence DEMASLES

Vu l'article L.6143-5 du Code de la santé publique, prévoyant que le conseil de surveillance des établissements publics de santé est composé comme suit :

1° Au plus cinq représentants des collectivités territoriales, de leurs groupements ou de la métropole, désignés en leur sein par les organes délibérants des collectivités territoriales, de leurs groupements ou de la métropole, parmi lesquels figurent le maire de la commune siège de l'établissement principal ou son représentant, le président du conseil départemental ou son représentant ou, en Corse, le président du conseil exécutif ou son représentant et le président de la métropole ou son représentant, y compris dans les métropoles du Grand Paris, de Lyon et d'Aix-Marseille-Provence ;

2° Au plus cinq représentants du personnel médical et non médical de l'établissement public, dont un représentant élu parmi les membres de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques, les autres membres étant désignés à parité respectivement par la commission médicale d'établissement et par les organisations syndicales les plus représentatives compte tenu des résultats obtenus lors des élections au comité social d'établissement ;

3° Au plus cinq personnalités qualifiées, parmi lesquelles deux désignées par le directeur général de l'agence régionale de santé et trois, dont deux représentants des usagers au sens de l'article L. 1114-1, désignées par le représentant de l'Etat dans le département.

Le nombre de membres de chacun des collèges est identique.

Vu l'article R.6143-1 du Code de la santé publique, prévoyant que le nombre des membres du conseil de surveillance des établissements publics de santé est égal à neuf pour les établissements de ressort communal.

Vu l'article R.6143-2 du Code de la santé publique, prévoyant que les conseils de surveillance composés de neuf membres comprennent :

1° Au titre des représentants des collectivités territoriales :

- a) Le maire de la commune siège de l'établissement principal, ou le représentant qu'il désigne ;
- b) Un représentant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune siège de l'établissement est membre ou, à défaut, un autre représentant de la commune siège de l'établissement principal ;
- c) Le président du conseil départemental du département siège de l'établissement principal, ou le représentant qu'il désigne ;

2° Au titre des représentants du personnel :

- a) Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques, désigné par celle-ci ;
- b) Un membre désigné par la commission médicale d'établissement ;
- c) Un membre désigné par les organisations syndicales les plus représentatives compte tenu des résultats obtenus lors des élections au comité technique d'établissement ;

3° Au titre des personnalités qualifiées :

- a) Une personnalité qualifiée désignée par le directeur général de l'agence régionale de santé ;

b) Deux représentants des usagers au sens de l'article L. 1114-1 désignés par le représentant de l'Etat dans le département.

A Saint-Barthélemy, le collège des représentants des collectivités territoriales est composé de trois conseillers territoriaux, dont un est désigné au sein du collège correspondant du conseil de surveillance de l'établissement public de santé de Saint-Martin.

A Saint-Martin, le collège des représentants des collectivités territoriales est composé de trois conseillers territoriaux, dont un est désigné au sein du collège correspondant du conseil de surveillance de l'établissement public de santé de Saint-Barthélemy.

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant au titre de la Ville de Lourdes pour siéger au sein du Conseil de surveillance du Centre hospitalier de Lourdes, à savoir le Maire ou son représentant.

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) adoptent le rapport présenté,

2°) désignent M. le Maire en tant que représentant de la Ville de Lourdes au sein du Conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Lourdes,

3°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ELECTION DES DÉLÉGUÉS DE LA VILLE DE LOURDES AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE DU HAUTACAM

Rapporteur : Patrick LEFORT

Considérant que le Syndicat mixte du Hautacam est un syndicat mixte fermé, régi par les articles L.5711-1 et suivants du CGCT.

Considérant qu'en vertu des statuts du Syndicat mixte du Hautacam, il y a lieu de désigner 10 délégués titulaires et 5 délégués suppléants pour représenter la Ville de Lourdes,

Considérant que les dispositions particulières des syndicats de communes s'appliquent aux syndicats mixtes fermés.

Vu l'article L.5211-7 I du CGCT, prévoyant que les syndicats de communes sont administrés par un organe délibérant composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes membres dans les conditions prévues à l'article L. 2122-7 du CGCT,

Considérant que les délégués de la Ville de Lourdes au Syndicat mixte du Hautacam sont donc élus au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue, et que les candidats ont été invités à se faire connaître en début de séance. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu,

Candidats titulaires :

Marie-Bernadette SCERRI dit XERRI
Olivier VAUDOIT
Julien LABORDE
Jean-Georges CRABARIE
Jean-Luc DOBIGNARD
Jeannine BORDE
Odette MINVIELLE-LARROUSSE
Julien LEMAITRE
Brian CARREY-MAYSOUNAVE
Mohamed DILMI/ Stéphanie LACOSTE

Candidats suppléants :

Sébastien PUSZKA
Marie ETCHEVERRY
Antoine NOGUEZ
Eric NONON
Nicole PEREZ

Nous allons procéder au vote à bulletins secrets.

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

Après vote ayant donné les résultats suivants :

Candidats titulaires :

Marie-Bernadette SCERRI dit XERRI
Olivier VAUDOIT
Julien LABORDE
Jean-Georges CRABARIE
Jean-Luc DOBIGNARD
Jeannine BORDE
Odette MINVIELLE-LARROUSSE
Julien LEMAITRE
Brian CARREY-MAYSOUNAVE
Stéphanie LACOSTE

Candidats suppléants :

Sébastien PUSZKA
Marie ETCHEVERRY
Antoine NOGUEZ
Eric NONON
Nicole PEREZ

1°) adoptent le rapport présenté,

2°) approuvent la désignation de 15 conseillers municipaux en qualité de délégués de la Ville de Lourdes au sein du Syndicat mixte du Hautacam, dont 10 délégués titulaires et 5 délégués suppléants,

10 délégués titulaires	5 délégués suppléants
Marie-Bernadette SCERRI dit XERRI Olivier VAUDOIT Julien LABORDE Jean-Georges CRABARIE Jean-Luc DOBIGNARD Jeannine BORDE Odette MINVIELLE-LARROUSSE Julien LEMAITRE Brian CARREY-MAYSOUNAVE Stéphanie LACOSTE	Sébastien PUSZKA Marie ETCHEVERRY Antoine NOGUEZ Eric NONON Nicole PEREZ

3°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ELECTION DES DÉLÉGUÉS DE LA VILLE DE LOURDES AU SEIN DU SYNDICAT
DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIE (SDE 65)**

Rapporteur : Cécile PREVOST

Considérant que le Syndicat départemental d'énergie des Hautes-Pyrénées (SDE65) est un syndicat mixte fermé, régi par les articles L.5711-1 et suivants du CGCT.

Considérant qu'en vertu de l'article 8 des statuts du SDE 65 relatif au fonctionnement, le SDE65 est administré par un Comité syndical composé de délégués élus par les communes et EPCI membres du Syndicat, avec un délégué titulaire et un délégué suppléant par commune/EPCI adhérent, un délégué titulaire supplémentaire et un délégué suppléant supplémentaire par tranche entière de 5000 habitants, sans pouvoir être supérieur à 10.

Considérant que pour la Ville de Lourdes, il y a lieu de désigner 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants,

Considérant que les dispositions particulières des syndicats de communes s'appliquent aux syndicats mixtes fermés.

Vu l'article L.5211-7 I du CGCT, prévoyant que les syndicats de communes sont administrés par un organe délibérant composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes membres dans les conditions prévues à l'article L. 2122-7 du CGCT,

Considérant que les délégués de la Ville de Lourdes au SDE65 sont donc élus au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue, et que les candidats sont appelés à se faire connaître en début de séance.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu,

Candidats titulaires :

Cécile PREVOST

Thierry LAVIT

Brian CARREY-MAYSOUNAVE

Candidats suppléants :

Michel GASTON

Firmin LOZANO/

Antoine NOGUEZ/ Marie-Laure PARGALA

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) adoptent le rapport présenté,

2°) désignent les 6 conseillers municipaux suivants en tant que délégués de la Ville de Lourdes au sein du Syndicat départemental d'énergie des Hautes-Pyrénées (SDE65) pour le mandat 2020-2026, dont 3 délégués titulaires et trois délégués suppléants :

3 Délégués titulaires	3 Délégués suppléants
------------------------------	------------------------------

Cécile PREVOST Thierry LAVIT Brian CARREY-MAYSOUNAVE	Michel GASTON Firmin LOZANO/ Marie-Laure PARGALA
---	---

3°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ELECTION DES DÉLÉGUÉS DE LA VILLE DE LOURDES AU SEIN DE LA SEM DE L'ACCUEIL

Rapporteur : Marie ETCHEVERRY

Vu l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.1521-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), prévoyant que les communes, les départements, les régions et leurs groupements peuvent, dans le cadre des compétences qui leur sont reconnues par la loi, créer des sociétés d'économie mixte locales qui les associent à une ou plusieurs personnes privées et, éventuellement, à d'autres personnes publiques pour réaliser des opérations d'aménagement, de construction, pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial, ou pour toute autre activité d'intérêt général ; lorsque l'objet de sociétés d'économie mixte locales inclut plusieurs activités, celles-ci doivent être complémentaires. En outre, les sociétés d'économie mixte locales peuvent réaliser des opérations de conception, réalisation, entretien ou maintenance ainsi que, le cas échéant, de financement d'équipements hospitaliers ou médico-sociaux pour les besoins d'un établissement de santé, d'un établissement social ou médico-social ou d'un groupement de coopération sanitaire.

Vu l'article L1524-5 du CGCT, prévoyant que toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire a droit au moins à un représentant au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, désigné en son sein par l'assemblée délibérante concernée.

Dans une proportion au plus égale à celle du capital détenu par l'ensemble des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires par rapport au capital de la société, les statuts fixent le nombre de sièges dont ils disposent au conseil d'administration ou de surveillance, ce nombre étant éventuellement arrondi à l'unité supérieure. Les sièges sont attribués en proportion du capital détenu respectivement par chaque collectivité ou groupement. En outre, les établissements publics de santé, les établissements publics sociaux ou médico-sociaux ou les groupements de coopération actionnaires ont droit au moins à un représentant au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, désigné en son sein par le conseil d'administration de l'établissement ou du groupement concerné.

Pour la Société d'économie mixte (SEM) de l'Accueil, il convient de désigner 8 délégués pour la Ville de Lourdes.

Candidats :

Thierry LAVIT

Marie-Bernadette SCERRI DIT XERRI

Jean-Luc DOBIGNARD

Marie-Henriette CABANNE

Sylvie MAZUREK

Patrick LEFORT

Julien LEMAITRE

Philippe ERNANDEZ

Nous allons procéder au vote.

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) adoptent le rapport présenté,

2°) désignent les 8 délégués suivants en tant que délégués de la Ville de Lourdes au sein de la SEM de l'Accueil,

	8 délégués
1	Thierry LAVIT
2	Marie-Bernadette SCERRI DIT XERRI
3	Jean-Luc DOBIGNARD
4	Marie-Henriette CABANNE
5	Sylvie MAZUREK
6	Patrick LEFORT
7	Julien LEMAITRE
8	Philippe ERNANDEZ

3°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) :
ELECTION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : Christine CARRERE

Vu les articles L.123-6, R.123-7, R.123-8 et R.123-10 du Code de l'action sociale et des familles (CASF),

Considérant que le Conseil d'administration du CCAS est présidé par le Maire. Il comprend en nombre égal, au maximum huit membres élus en son sein par le Conseil municipal et huit membres nommés par le Maire parmi les personnes non membres du conseil municipal,

Considérant qu'il est proposé de fixer à 8 membres le CA du CCAS, dont 8 membres élus par le Conseil municipal en son sein, et 8 membres nommés par le Maire,

Considérant qu'en vertu de l'article R.123-8 du CASF, les membres élus en son sein par le Conseil municipal le sont au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret.

Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats même incomplète. Dans cette hypothèse, si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui reviennent à celle-ci, le ou les sièges non pourvus le sont par les autres listes.

Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste.

Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du ou des sièges restant à pourvoir, ceux-ci reviennent à la ou aux listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats.

La liste 1 est la suivante :

Cynthia TONOUKOUIN
Odette MINVIELLE-LARROUSSE
Michèle LAVILLE
Nicole PEREZ
Laurence DEMASLES
Christine CARRERE
Michel GASTON
Mohamed DILMI

Une seconde liste est-elle candidate ?

La liste 2 est la suivante :

Sylvain PERETTO
Marie-Laure PARGALA

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) adoptent le rapport présenté,

2°) fixent à 8 le nombre de membres au sein du Conseil d'administration du Centre communal d'action sociale (CCAS), dont le Maire, Président, 8 membres élus par le Conseil municipal en son sein, et 8 membres nommés par le Maire,

3°) désignent la liste des 8 conseillers municipaux suivants en qualité de représentants du Conseil Municipal au Conseil d'administration du CCAS :

Cynthia TONOUKOUIN
Odette MINVIELLE-LARROUSSE
Michèle LAVILLE
Nicole PEREZ
Laurence DEMASLES
Christine CARRERE
Michel GASTON
Sylvain PERETTO

4°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION DE L'EPIC - OFFICE DE
TOURISME DE LOURDES**

Rapporteur : Jean-Luc DOBIGNARD

Le mandat des membres du Comité de direction de l'EPIC - Office de Tourisme de Lourdes ayant pris fin lors du renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder au renouvellement des membres de ce comité de direction.

En application de l'article L.133-5 du Code du Tourisme, le Comité de direction de l'Office de Tourisme comprend une majorité de représentants de la Ville.

Conformément à l'article 3 du règlement intérieur de l'EPIC - Office de Tourisme approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008 et modifié par les délibérations du Conseil municipal des 17 octobre 2018, 25 juin 2014, 29 janvier 2016 et 1er mars 2019, le Comité de direction est composé de *22 membres*, dont le Maire et *11 conseillers municipaux désignés par le Conseil municipal pour la durée de leur mandat*, et *10 représentants des professions ou associations intéressées au tourisme*, désignés pour une durée de six ans par le Conseil municipal sur proposition des associations ou organisations professionnelles locales intéressées.

Il est également demandé au Conseil municipal de désigner des suppléants en nombre égal aux membres qu'il délègue au Comité de direction.

L'ensemble des organisations professionnelles locales n'ayant pas encore désigné leurs représentants, *je vous propose dans un premier temps de désigner par un vote à main levée les représentants du Conseil municipal, ainsi qu'un suppléant pour chacun d'eux.*

Les représentants des associations et organisations locales seront désignés lors d'un prochain conseil.

TITULAIRES :

12 titulaires
Sylvie MAZUREK Julien LEMAITRE Marie-Bernadette SCERRI DIT XERRI Sébastien PUSZKA Mohamed DILMI Philippe ERNANDEZ Marie ETCHEVERRY Patrick LEFORT Jean-Luc DOBIGNARD Thierry LAVIT Odette MINVIELLE-LARROUSSE Marie-Henriette CABANNE

SUPPLEANTS :

12 suppléants
Nicole PEREZ Jeannine BORDE Cynthia TONOUKOUIN Julien LABORDE

Christine CARRERE Michel GASTON Antoine NOGUEZ Eric NONON Jean-Georges CRABARIE Olivier VAUDOIT Michèle LAVILLE Cécile PREVOST

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) adoptent le rapport présenté,

2°) désignent, pour siéger au Comité de direction de l'Office de Tourisme :

TITULAIRES :

12 titulaires
Sylvie MAZUREK Julien LEMAITRE Marie-Bernadette SCERRI DIT XERRI Sébastien PUSZKA Mohamed DILMI Philippe ERNANDEZ Marie ETCHEVERRY Patrick LEFORT Jean-Luc DOBIGNARD Thierry LAVIT Odette MINVIELLE-LARROUSSE Marie-Henriette CABANNE

SUPPLEANTS :

12 suppléants
Nicole PEREZ Jeannine BORDE Cynthia TONOUKOUIN Julien LABORDE Christine CARRERE Michel GASTON Antoine NOGUEZ Eric NONON Jean-Georges CRABARIE Olivier VAUDOIT Michèle LAVILLE Cécile PREVOST

3°) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE LOURDES AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL MULTI-ACCUEILS JEUNESSE ET ECOLES (SIMAJE)

Rapporteur : Thierry LAVIT

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CATLP) en date du 28 juin 2017, prévoyant de restituer aux communes membres les compétences scolaires, périscolaires, extrascolaires et petite enfance,

Vu la délibération n° 1.4 du Conseil municipal du 22 septembre 2017, relative à l'initiative de la création d'un Syndicat intercommunal regroupant les 23 communes des ex-communautés de communes du Pays de Lourdes et de Batsurgère,

Vu la délibération n° 1.1 du Conseil municipal du 10 novembre 2017, relative à la création d'un Syndicat intercommunal Multi-accueils Jeunesse et Ecoles du Pays de Lourdes, dit « SIMAJE », ainsi qu'à l'adoption des statuts dudit Syndicat,

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2017-12-14-007 en date du 14 décembre 2017 portant création du SIMAJE, et notamment l'article 5 prévoyant que le Comité syndical est composé de la manière suivante : chaque commune membre est représentée par un délégué et un suppléant, excepté la commune de Lourdes qui aura 22 délégués,

Vu l'article 6 des statuts du SIMAJE prévoyant que les délégués sont désignés par les assemblées délibérantes des communes qui la composent. Le choix du Conseil peut porter sur un ou plusieurs de ses membres ou sur tout citoyen remplissant les conditions requises pour être conseiller municipal,

Vu la délibération n° 1.3 du Conseil municipal du 14 décembre 2017, relative à la désignation des représentants de la Ville de Lourdes au SIMAJE, à savoir 22 délégués.

Considérant que suite au renouvellement général de 2020, il y a lieu de désigner les 22 délégués de la Ville de Lourdes qui siègeront au Comité syndical du SIMAJE durant le mandat 2020-2026,

Vu l'article L.5211-7 I du CGCT, prévoyant que les syndicats de communes sont administrés par un organe délibérant composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes membres dans les conditions prévues à l'article L. 2122-7 du CGCT,

Considérant que les délégués au sein du Comité syndical du SIMAJE sont élus au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue, et que les candidats sont appelés à se faire connaître en début de séance. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu,

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

1°) adoptent le rapport présenté,

2°) désignent, par un vote à bulletins secrets, les 22 membres suivants comme représentants de la ville de Lourdes au Comité syndical du Syndicat intercommunal multi-accueil jeunesse et écoles (SIMAJE) pour le mandat 2020-2026 :

1) Monsieur Thierry LAVIT

Nombre de votants :

Bulletins trouvés dans l'urne :

Bulletins nuls :

Suffrages exprimés :

2) Monsieur Philippe ERNANDEZ

Nombre de votants :

Bulletins trouvés dans l'urne :

Bulletins nuls :

Suffrages exprimés :

3) Madame Sylvie MAZUREK

Nombre de votants :

Bulletins trouvés dans l'urne :

Bulletins nuls :

Suffrages exprimés :

4) Monsieur Jean-Luc DOBIGNARD

Nombre de votants :

Bulletins trouvés dans l'urne :

Bulletins nuls :

Suffrages exprimés :

5) Madame Marie-Henriette CABANNE

Nombre de votants :

Bulletins trouvés dans l'urne :

Bulletins nuls :

Suffrages exprimés :

6) Monsieur Mohamed DILMI

Nombre de votants :

Bulletins trouvés dans l'urne :

Bulletins nuls :

Suffrages exprimés :

7) Madame Cécile PREVOST

Nombre de votants :

Bulletins trouvés dans l'urne :

Bulletins nuls :

Suffrages exprimés :

8) Monsieur Patrick LEFORT

Nombre de votants :

Bulletins trouvés dans l'urne :

Bulletins nuls :

Suffrages exprimés :

9) Madame Odette MINVIELLE-LARROUSSE

Nombre de votants :

Bulletins trouvés dans l'urne :

Bulletins nuls :
Suffrages exprimés :

10) Madame Marie-Bernadette SCERRI dit XERRI
Nombre de votants :
Bulletins trouvés dans l'urne :
Bulletins nuls :
Suffrages exprimés :

11) Monsieur Firmin LOZANO
Nombre de votants :
Bulletins trouvés dans l'urne :
Bulletins nuls :
Suffrages exprimés :

12) Monsieur Jean-Georges CRABARIE
Nombre de votants :
Bulletins trouvés dans l'urne :
Bulletins nuls :
Suffrages exprimés :

13) Madame Laurence DEMASLES
Nombre de votants :
Bulletins trouvés dans l'urne :
Bulletins nuls :
Suffrages exprimés :

14) Monsieur Julien LABORDE
Nombre de votants :
Bulletins trouvés dans l'urne :
Bulletins nuls :
Suffrages exprimés :

15) Madame Marie ETCHEVERRY
Nombre de votants :
Bulletins trouvés dans l'urne :
Bulletins nuls :
Suffrages exprimés :

16) Madame Jeannine BORDE
Nombre de votants :
Bulletins trouvés dans l'urne :
Bulletins nuls :
Suffrages exprimés :

17) Monsieur Antoine NOGUEZ
Nombre de votants :
Bulletins trouvés dans l'urne :
Bulletins nuls :
Suffrages exprimés :

18) Madame Christine CARRERE
Nombre de votants :
Bulletins trouvés dans l'urne :
Bulletins nuls :
Suffrages exprimés :

19) Madame Nicole PEREZ

Nombre de votants :

Bulletins trouvés dans l'urne :

Bulletins nuls :

Suffrages exprimés :

20) Monsieur Michel GASTON

Nombre de votants :

Bulletins trouvés dans l'urne :

Bulletins nuls :

Suffrages exprimés :

21) Madame Marie-Claude MOULIET

Nombre de votants :

Bulletins trouvés dans l'urne :

Bulletins nuls :

Suffrages exprimés :

22) Madame Laetitia DUBENT-TOUATI

Nombre de votants :

DÉCISIONS DU MAIRE**Rapporteur : Thierry LAVIT**

Conformément à l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de rendre compte au Conseil, des décisions suivantes qui ont été prises par Madame Josette BOURDEU en application de la délégation qui lui a été donnée par le Conseil municipal par délibération du 17 avril 2014.

Je porte à votre connaissance les décisions suivantes :

DATE	OBJET
MARCHES - CONVENTIONS	
28.05.2020	Contrat d'engagement avec la compagnie Mosaïque pour une représentation théâtrale dénommée « Le Radeau » le jeudi 1 ^{er} octobre 2020 à 20h30 au Palais des congrès
8.06.2020	Convention de mise à disposition de locaux à titre onéreux au centre interinstitutionnel de bilan de compétences (CIBC)
23.06.2020	Travaux forestiers en forêt communale de Lourdes, Office national des forêts : 45 952.20 € ht.
23.06.2020	Fourniture Mobilier Urbain et clôtures Quai Saint Jean - avenant 1, Pyrénées concept : Montant avenant : - 2 780,00 € ht (moins value - 6 %). Nouveau montant marché : 43 519,50 € ht.
JURIDIQUE	
29.05.2020	Indemnité d'assurance : acceptation du règlement pour la réparation du capteur de la barrière de sortie du parking de la Merlasse, situé avenue Monseigneur Schoepfer à Lourdes
29.05.2020	Indemnité d'assurance : acceptation du règlement, après recours contre Enedis, correspondant au dommage électrique survenu à l'espace Jean Zay, 8 passage des Tilleuls à Lourdes
29.05.2020	Indemnité d'assurance : acceptation du règlement, après obtention du recours, pour la réparation de l'armoire électrique située au carrefour de la rue des Carrières Peyramale et de la rue sainte Marie à Lourdes
29.05.2020	Indemnité d'assurance : acceptation du règlement, après obtention du recours, pour la réparation d'une borne rétractable située pont Saint Michel à Lourdes
26.06.2020	Mandatement de Maître Sophie Herren devant le Tribunal administratif de Pau afin de représenter la commune de Lourdes en vue de faire constater la nullité du contrat de recrutement de Monsieur Laurent REY

PROJET DE DELIBERATION

Les membres du Conseil municipal :

Prennent acte de la présente délibération.